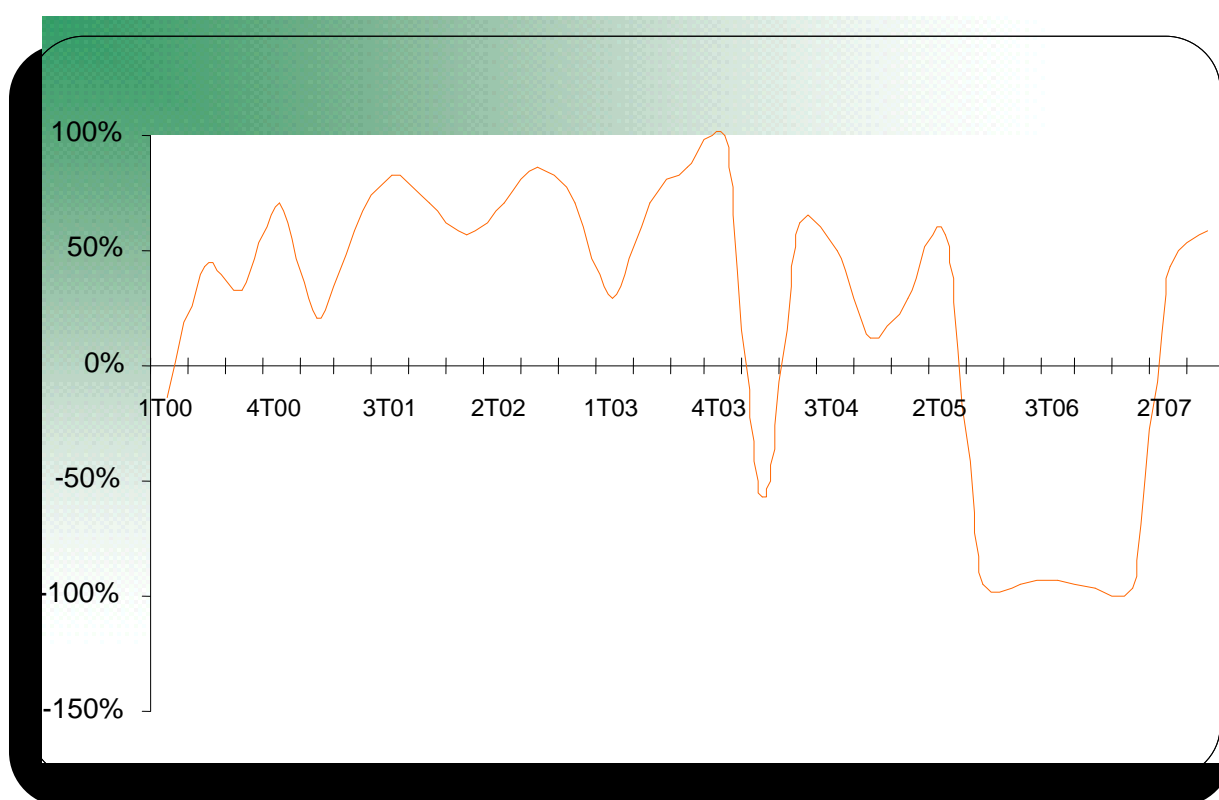


BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE



NOTE DE CONJONCTURE



Numéro 48

Quatrième Trimestre 2010

www.bcr-guinee.org

Sommaire

A- Résultats des enquêtes de conjoncture

I. Secteur financier	3
II. Industrie	4
III. Bâtiments et travaux publics (BTP)	5
IV. Commerce	5
V. Services	6

C- Evolution des principaux agrégats macroéconomiques

I. Evolution des prix	8
II. Monnaie	8
III. Budget en devises	9
IV. Tableau des opérations financières de l'Etat	10

A- RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2010.

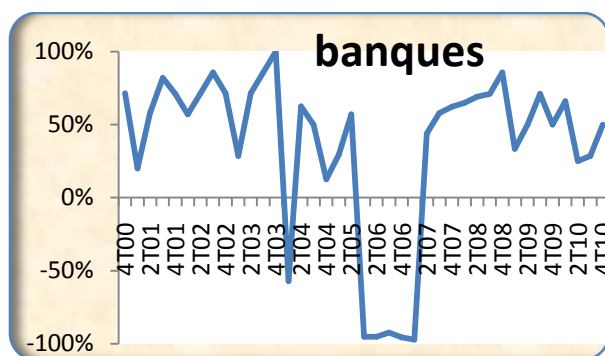
I- Secteur financier

I.1- Les Banques

Une hausse du PNB au niveau des institutions bancaires au quatrième trimestre 2010 malgré l'incertitude liée à la situation socio-politique

Au cours du quatrième trimestre 2010, 50% des banques interrogées déclarent avoir connu une hausse du Produit Net Bancaire (PNB) par rapport au troisième trimestre, grâce à l'accroissement de la clientèle qui s'est traduite par une augmentation des ressources des banques.

Graphique 1: Evolution du solde d'opinions sur les PNB



Par rapport au produit d'exploitation, 71,42% des établissements bancaires ont noté une amélioration au quatrième trimestre, en liaison avec le renforcement de la gestion de la trésorerie et à l'augmentation des crédits.

Les crédits octroyés à court terme ont connu une hausse chez 62,5% des établissements de crédit. Les crédits à long terme se sont également accrus chez la plupart des banques, selon 57,1% d'entre elles.

Quant au rapatriement des recettes d'exportations, on note une quasi stabilité en

dépit de l'incertitude liée à la situation socio-politique du pays. Les transferts de fonds vers l'étranger sont restés stables au cours du quatrième trimestre (chez 5 établissements sur 8). De même, on note chez la plupart des banques (75%) une stabilité de la tendance des transferts de fonds de l'étranger vers la Guinée.

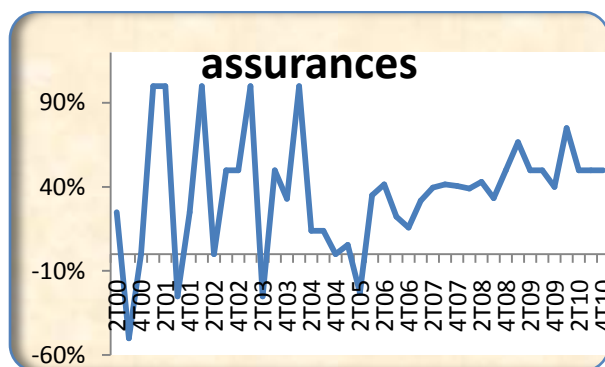
En matière de politique sociale, seulement deux (2) banques ont procédé à une hausse du niveau des salaires alors que six (6) l'ont maintenu stable. Concernant les effectifs des employés, cinq (5) banques ont recruté tandis que trois (3) ont maintenu leurs effectifs au niveau enregistré au troisième trimestre.

Malgré le ralentissement de l'activité économique lié aux échéances électorales, toutes les banques ont investi au cours du quatrième trimestre, notamment dans l'équipement informatique et dans le mobilier et le matériel roulant.

I.2- Assurances :

Les activités du secteur des assurances se sont renforcées au quatrième trimestre 2010 après leur stagnation du trimestre précédent. Une (1) compagnie sur deux (2) affirme avoir enregistré une augmentation du volume des transactions au dernier trimestre 2010 alors qu'aucune compagnie n'a connu une hausse au troisième trimestre. Cela s'est traduit par une amélioration du chiffre d'affaire chez 50% des compagnies d'assurance et une baisse chez les autres, en raison essentiellement de la morosité de l'activité économique.

Graphique 2 : Evolution du solde d'opinions sur le chiffre d'affaires des assurances



Au cours de ce trimestre, les compagnies ont réalisé l'essentiel de leurs opérations par l'intermédiaire des courtiers et des bureaux directs.

S'agissant de la gestion de leurs provisions, les compagnies ont préféré effectuer des placements en dépôts à terme : les deux (2) assureurs répondants ont déclaré avoir placé en priorité leurs provisions en dépôts à terme. Seule une (1) compagnie est satisfaite du taux de rémunération de ces actifs, l'autre assureur considérant le taux de rémunération faible.

Par rapport aux problèmes rencontrés dans la couverture des engagements techniques, les assureurs sont toujours confrontés à l'insuffisance d'actifs et au manque de confiance aux institutions locales.

Dans le paiement des sinistres, les problèmes auxquels sont confrontées les compagnies sont le manque de liquidité et la nature du sinistre.

Sur le plan social, le niveau des salaires du secteur des assurances n'a pas évolué au cours de ce trimestre. En termes d'effectifs, un (1) assureur a maintenu inchangé l'effectif de son personnel alors qu'un (1) autre a procédé à une réduction de son effectif.

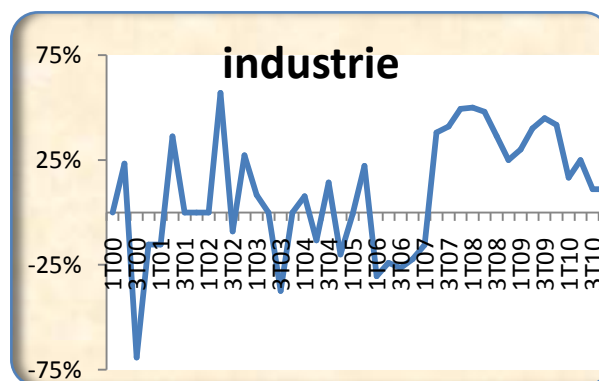
Au niveau des investissements, les compagnies affirment n'avoir pas fait d'investissements au dernier trimestre 2010. Cette situation résulterait des difficultés de

financement.

II- Industrie

Au dernier trimestre 2010, les activités du secteur se sont stabilisées. En effet, 7 chefs d'entreprises sur 9 répondants ont affirmé que leur chiffre d'affaire est resté stable au cours du trimestre. Le solde d'opinion est nul au quatrième trimestre 2010 car la même proportion de chefs d'entreprises confirme une hausse de leur chiffre d'affaire.

Graphique 3 : Evolution du solde d'opinions sur le CA de l'industrie



En termes de financement bancaire, c'est seulement 2 chefs d'entreprises sur 10 qui affirment avoir demandé et obtenu un crédit bancaire au cours du quatrième trimestre 2010, soit 20% des répondants. Ainsi, 80% des chefs d'entreprises n'ont pas demandé de crédit bancaire au dernier trimestre 2010, contre 75% au trimestre précédent, soit parce qu'ils jugent que ce n'est pas nécessaire (37,5%) soit parce qu'ils disposent d'autres sources de financement (37,5%).

Au dernier trimestre 2010, le niveau des prix a gardé la même tendance haussière qu'au troisième trimestre 2010. En effet, au quatrième trimestre 2010, pour 54,5% des chefs d'entreprises les prix ont augmenté contre 50% au trimestre précédent.

S'agissant de l'investissement, 8 entreprises sur 10 ont procédé à des investissements au

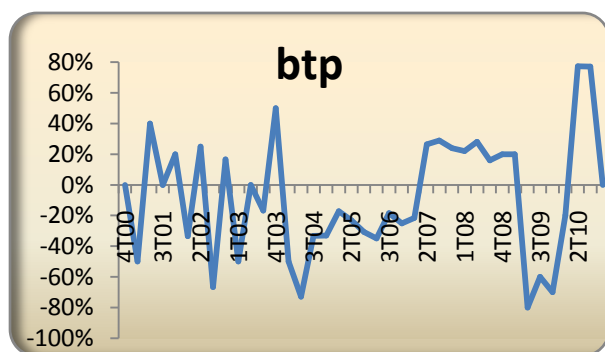
cours quatrième trimestre 2010, avec 75% de nouveaux investissements contre 25% d'investissements de remplacement.

III-Bâtiments et travaux publics (BTP)

La baisse des activités du secteur des BTP s'est poursuivie au dernier trimestre 2010

Au quatrième trimestre 2010, le chiffre d'affaires du secteur des BTP a baissé au niveau de 60% des entreprises du secteur alors qu'il est resté stable chez les autres. La baisse du chiffre d'affaires est liée à la morosité de l'environnement économique.

Graphique 4 : Evolution du solde d'opinions sur le CA des BTP



Le recul des activités économiques s'est traduit par des difficultés de trésorerie ressenties au niveau de toutes les entreprises. Paradoxalement, seule une entreprise a sollicité un crédit bancaire même si elle ne l'a pas obtenu. Les conditions bancaires difficiles sont la principale raison évoquée par les entreprises qui n'ont pas demandé de crédit bancaire.

En dehors du système bancaire, 40% des entreprises des BTP ont eu recours à l'autofinancement et aux crédits fournisseurs pour financer leurs activités.

Concernant leurs placements, deux (2) entreprises sur cinq (5) ont effectué des placements grâce à leurs activités au dernier trimestre 2010. Le taux de rémunération de

ces placements n'est acceptable que pour une (1) seule entreprise.

Par rapport à la tarification des prestations, 80% des entreprises interrogées ont augmenté les prix de leurs prestations tandis que les 20% restants les ont maintenu inchangés.

En matière de gestion des ressources humaines, 40% des entreprises ont procédé à une augmentation des salaires, en dépit de la baisse des activités au cours du trimestre. Des réductions d'effectifs ont été opérées par 20% des entreprises alors que les autres n'ont pas changé d'effectifs.

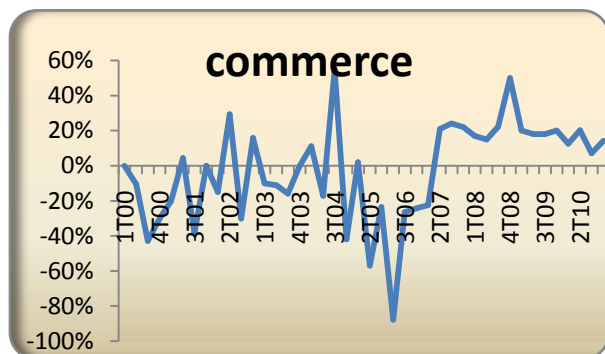
Seule une entreprise du secteur des BTP déclare avoir réalisé des investissements qui ont porté sur l'achat d'équipements informatiques et de machines et outils. Les raisons principales évoquées par les entreprises qui n'ont pas investi, sont les difficultés de financement et le manque d'opportunités.

IV- Commerce

Au quatrième trimestre 2010, le secteur du commerce a connu une évolution sensible de son chiffre d'affaire avec 15,8% de chefs d'entreprises dont le chiffre d'affaire est en hausse contre 7,1% au trimestre précédent. Il à noter que 47,6% des entreprises ont enregistré une baisse du chiffre d'affaire surtout à cause du recul de la demande des produits et de la morosité de l'environnement économique au dernier trimestre 2010.

Au quatrième trimestre 2010, 71,4% des entreprises ont enregistré une marge bénéficiaire à la baisse par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement due à la hausse des prix d'acquisition des produits et à la baisse des prix de vente. Il faut noter que c'est seulement une entreprise qui a enregistré une hausse de sa marge bénéficiaire.

Graphique 5 : Evolution du solde d'opinions sur le CA du commerce



Ce sont 85,7% des chefs d'entreprises qui n'ont pas sollicité de crédit bancaire au cours du quatrième trimestre 2010 contre 70,3% au trimestre précédent. 22,22% de ces chefs d'entreprises n'ont pas jugé nécessaire de demander de crédit bancaire tandis que 44,44% estiment que les conditions bancaires sont difficiles et 16,67% disposent d'autres sources de financement.

Le niveau des importations commerciales par rapport au troisième trimestre 2010 a connu un ralentissement. En effet, si 28,6% des importateurs sont restés au même niveau, 57,1% ont enregistré une baisse de leurs importations en raison, surtout, des difficultés liées à l'approvisionnement des produits et au niveau élevé des tarifs et redevances portuaires.

Au dernier trimestre 2010, 69,2% des chefs d'entreprises commerciales estiment que le niveau de leur stock a baissé par rapport au trimestre précédent, baisse due à l'augmentation des ventes pour 22,22% des répondants.

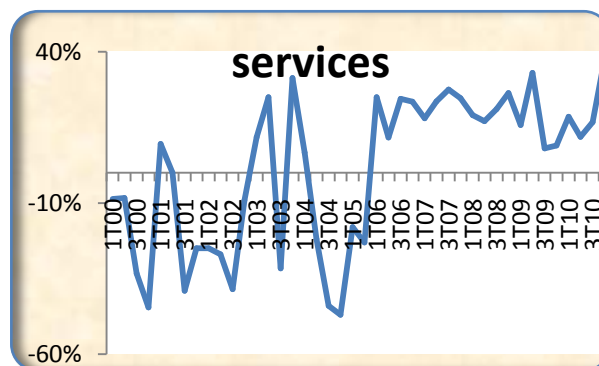
En termes d'investissement, 88,9% des entreprises n'ont pas investi au cours du dernier trimestre 2010 car elles sont confrontées à des difficultés de financement, entre autres.

V- Services

Une relative hausse du niveau d'activité dans le secteur des services au dernier trimestre 2010

Au cours du dernier trimestre 2010, le secteur des services a connu une hausse de ses activités malgré la situation dans laquelle se trouve le pays. Ce sont 37,5% des chefs d'entreprises évoluant dans ce secteur qui affirment avoir connu une amélioration de leurs chiffres d'affaire au quatrième trimestre 2010 contre 16,7% au trimestre précédent. Par ailleurs, 33,3% des entreprises ont enregistré une baisse du chiffre d'affaire tandis que 29,2% n'ont enregistré aucune modification.

Graphique 6 : Evolution du solde d'opinions du CA dans les services.



S'agissant du financement des activités dans ce secteur, 95,8% de chefs d'entreprises n'ont pas fait recours aux institutions bancaires contre 53,8% au trimestre précédent. Ils évoquent des conditions très difficiles d'accès au crédit.

Pour ce qui est des prix, ils ont été relativement contenus. 62,5% des chefs d'entreprises n'ont pas procédé à une augmentation de leurs prix tandis que 33,3% ont revu leurs prix à la hausse.

S'agissant des salaires, au quatrième trimestre 2010, 78,3% des entreprises ont gardé le

niveau des salaires alors que 21,7% ont revu celui de leurs employés à la hausse.

En termes d'emplois, 66,7% des entreprises ont maintenu stables leurs effectifs.

C- EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS MACROECONOMIQUES

Inflation

L'inflation a connu une forte accélération au cours du dernier trimestre 2010 pour se maintenir, en décembre, à son niveau le plus élevé de l'année, soit un dépassement de deux points par rapport à l'objectif de fin d'année.

Ainsi, en glissement annuel, le taux d'inflation s'est situé à 20,8% en décembre contre 16,6% en septembre tandis qu'en moyenne, il a atteint 15,5% en décembre alors qu'elle se situait à 12,2% trois mois plutôt. Comparée à la même période en décembre 2009, cette variation est en hausse de 11 points de pourcentage.

Enfin, l'inflation sous jacente¹, mesurée par l'indice des prix hors produits frais et énergie, a connu la même évolution que l'inflation en moyenne : elle se situait au même niveau que cette dernière en octobre suivi d'un léger décalage au mois de novembre avant de retrouver, à nouveau, la même valeur que l'inflation en moyenne au mois de décembre (Cf. graphique ci-dessous). Cela sous entend que les produits frais et l'énergie ont été épargnés par la hausse des prix au cours du dernier trimestre.

En variation trimestrielle, l'inflation a connu une variation de 6,3% contre 5,6% à la fin du trimestre précédent.

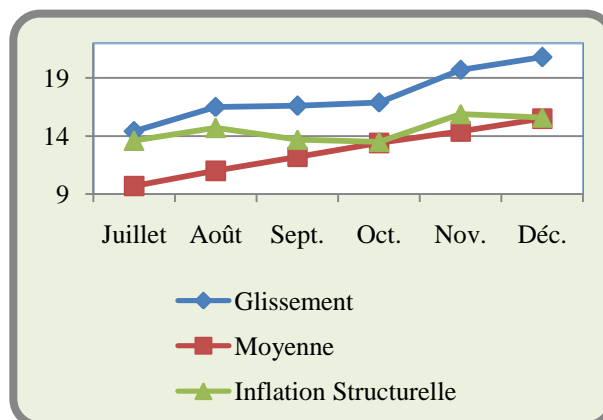
Selon l'Institut National des Statistiques, les fonctions de consommation qui ont tiré l'indice à la hausse au 4^{ème} trimestre sont :

- les produits alimentaires, boissons et tabac (principalement les sous-composantes « huiles et graisses (+20,8%²) », « les légumes autres que

pomme de terre et tubercules (+12,9%) » et « poissons (+7,3%) »);

- les transports (+7,6%);
- l'ameublement et équipements ménager (+7,0%).

Graphique 1 : Evolution de l'inflation au cours des deux derniers trimestres 2010



Source : Calcul à partir des données de l'INS

Les facteurs ci-après expliquent l'évolution de l'inflation au 4^{ème} trimestre 2010 :

- le renchérissement du prix des produits alimentaires dû au contexte sociopolitique marqué par l'attentisme des opérateurs économiques durant la période électorale, la forte spéculation sur les denrées essentielles, la fermeture des magasins de gros et la baisse drastique des importations ;
- la forte dépréciation du Franc guinéen par rapport aux devises des partenaires commerciaux de la Guinée (le dollar, l'euro et le CFA) ;
- le réajustement du prix du carburant à la pompe en décembre 2010 ;
- la mise en œuvre de politique monétaire expansionniste.

Monnaie et crédit

A fin du mois de décembre 2010, la base monétaire s'établit à GNF 6981,729 milliards augmentant de GNF 1053,042 milliards par rapport au mois de septembre, soit un accroissement de 17,76%. Son expansion est

¹ Appelée encore inflation structurelle

² Variation sur trois mois

imputable uniquement à la hausse des avoirs intérieurs nets de la BCRG de GNF 1184,638 (21,32%) car sur la période les avoirs extérieurs baissent passant de GNF 372,52 milliards au mois de septembre 2010 à GNF 240,92 milliards au mois de décembre 2010.

La masse monétaire s'accroît de 10,47% en passant de GNF 9385,54 milliards en septembre 2010 à GNF 10367,926 milliards en décembre 2010. Cet accroissement est imputable exclusivement à la forte expansion des avoirs intérieurs nets du système bancaire, car sur la même période les avoirs extérieurs nets enregistrent une diminution de GNF 15,81 milliards.

Avoirs extérieurs nets

En s'établissant à GNF 765,008 milliards en décembre 2010 contre GNF 780,82 milliards en septembre 2010, les avoirs extérieurs nets du système bancaire enregistrent une baisse de 2,03%. Cette dernière s'explique uniquement celle des réserves de change de 35,33% étant donné que sur la même période la position extérieure des banques de dépôts s'est renforcée de 28,36%.

La contraction des réserves de change provient essentiellement de la baisse de 14 % des avoirs en devises qui s'établissent à GNF 732,78 milliards en décembre 2010 contre GNF 854,76 milliards en septembre 2010.

Avoirs intérieurs nets

A fin décembre 2010, les avoirs intérieurs nets se fixent à GNF 9602,918 milliards contre GNF 8604,72 milliards soit un accroissement de 11,6%. Cette hausse est imputable à la forte augmentation de GNF 1163,2 milliards des engagements de l'Etat envers le système bancaire et accessoirement à la hausse des créances sur les entreprises publiques et des encours au secteur privé respectivement de GNF 14,2 milliards et GNF 6,2 milliards.

Composantes de la masse monétaire

Au cours du dernier trimestre 2010, les composantes de la masse monétaire enregistrent une progression à l'exception des dépôts en devises. Ainsi :

- la monnaie en circulation s'établit à GNF 3987,511 milliards enregistrent ainsi une hausse de 18,66% par rapport au 3^{ème} trimestre 2010 ;
- les dépôts à vue enregistrent un accroissement de 8,24% pour s'établir à GNF 4816,4 milliards à fin décembre 2010 contre GNF 4449,622 milliards à fin septembre 2010 ;
- les dépôts à terme passent de GNF 182,936 milliards à fin septembre 2010 à GNF 193,508 milliards à fin décembre 2010 enregistrent ainsi une hausse de 5,78% ;
- les dépôts en devises connaissent une baisse 1,59% par rapport au 3^{ème} trimestre, s'établissant ainsi à GNF 1370,506 milliards.

Balance des paiements

Au quatrième trimestre de 2010, la balance des paiements est caractérisée par la persistance du déficit des transactions courantes. Celui-ci s'établit à USD 98,47 millions, en légère hausse par rapport au déficit courant du troisième trimestre, qui atteint USD 97,73 millions. Cette évolution s'explique principalement par la balance commerciale qui, après avoir enregistré un excédent de USD 73,66 millions au troisième trimestre, devient déficitaire de USD 17,52 millions au quatrième trimestre.

L'évolution de la balance commerciale résulte de la forte augmentation des importations, les exportations s'étant accrues légèrement. Au quatrième trimestre de 2010, les exportations FAB se chiffrent à USD 403,28 millions contre USD 381,47 millions au troisième trimestre. Comparées au troisième trimestre de

2010, les importations FAB progressent nettement au dernier trimestre de 2010, passant de USD 307,81 millions à USD 420,8 millions.

Le solde des biens qui est excédentaire de USD 72,87 millions en septembre 2010, se dégrade fortement pour enregistrer un déficit de USD 19,06 millions en décembre 2010.

Le déficit des services se réduit nettement, affichant USD 86,45 millions au quatrième trimestre contre USD 140,73 millions au troisième trimestre, en raison de la baisse de divers services aux entreprises, spécialisés et techniques.

Contrairement aux biens et services, le déficit des revenus s'est légèrement amélioré. Il s'établit à USD 25,26 millions en décembre 2010 contre USD 16,16 millions en septembre 2010.

Le financement du déficit du compte des transactions courantes est essentiellement assuré par un flux net de capitaux de USD 66,8 millions. Ce flux résulte principalement des autres investissements et des investissements directs étrangers. Le gap de financement est comblé en grande partie par la diminution des avoirs de réserve de USD 17,98 millions.

Budget en devises

En décembre 2010, le solde du budget en devises s'établit à USD 4,59 millions contre un objectif initial de USD -4,48 millions, soit une plus value de GNF 9,07 millions. Il se caractérise par une hausse de USD 5,27 millions par rapport au mois de septembre 2010 dont le solde est déficitaire. Cette évolution résulte de la hausse des recettes et de la baisse des dépenses.

Recettes

De septembre à décembre 2010, les recettes baissent de 29,56% pour se fixer à USD 30,9 millions, en liaison avec la baisse des dépôts des banques. Cependant, elles dépassent de USD 1,78 millions les prévisions de décembre 2010.

Les opérations pour le compte de l'Etat passent de USD 7,69 millions en septembre 2010 à USD 13,1 millions en décembre 2010. Elles réalisent un dépassement de USD 1,78 millions par rapport à la prévision en décembre 2010. Cette évolution est liée en grande partie aux recettes minières qui se fixent à USD 9,11 millions en décembre 2010 contre USD 7,63 millions en septembre 2010.

En décembre 2010, les opérations pour le compte de la BCRG s'établissent à USD 17,81 millions contre un objectif initial de USD 12,04 millions. Comparées à septembre 2010, elles baissent de 50,77%. Cette variation est exclusivement imputable aux dépôts des banques.

Dépenses

En décembre 2010, les dépenses baissent fortement pour se fixer à USD 26,29 millions contre USD 44,55 millions en septembre 2010. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des opérations pour le compte des banques et pour le compte de l'Etat qui passent respectivement de USD 26,1 millions et USD 14,85 millions en septembre 2010 à USD 12,88 millions et USD 13,31 millions en décembre 2010. L'évolution des opérations pour le compte de l'Etat résulte exclusivement des dépenses courantes. La variation des opérations pour le compte des banques, quant à elle, s'explique par les transferts au profit des banques.

Cours de change

Au cours du quatrième trimestre 2010, la dépréciation du franc guinéen s'est poursuivie sur le marché des changes.

Cours USD/GNF

En décembre 2010, le cours moyen du dollar se fixe à GNF 6083,7676 contre GNF 6015,7135 en septembre 2010 sur le marché officiel, soit une dépréciation de 1,11% de la monnaie nationale. Sur le marché parallèle, le franc guinéen se déprécie de 8,41% par rapport au « billet vert », le cours moyen passant de GNF 6644,7368 en septembre 2010 à GNF 7 254,7619 en décembre 2010.

La prime de change entre les marchés officiel et parallèle augmente pour s'établir à 16,13% en décembre 2010 contre 9,45% en septembre 2010.

Cours Euro/GNF

En décembre 2010, le cours moyen de l'euro s'apprécie en s'établissant à GNF 8029,8594 contre GNF 7826,7099 sur le marché officiel. Sur le marché parallèle, la devise européenne se renchérit également par rapport au franc guinéen pour se fixer à GNF 9421,4286 en décembre 2010 contre GNF 8527,8947 en septembre 2010.

La prime de change entre les marchés officiel et parallèle s'accroît nettement pour atteindre 14,76% en décembre 2010 contre 8,19% en septembre 2010.

ANNEXES

Situation monétaire intégrée (En milliards de GNF)

	juin-09	sept-09	déc-09	Mars-2010	Avr-10	Mai-10	Juin-10	sept-10	Déc-10
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1006,78	975,81	1974,63	1299,29	1509,27	1297,45	1436,21	780,82	765,01
Banque Centrale	294,83	330,76	1365,33	647,60	667,54	677,72	949,50	372,52	240,92
Or	81,67	81,05	87,86	114,65	117,95	115,63	159,21	61,68	39,60
FMI	-310,35	-303,86	-289,38	-950,14	-948,23	-962,84	-940,76	-1264,30	-1251,41
Avoir en DTS	18,34	2,40	632,34	694,12	689,86	719,77	695,50	723,62	718,26
Avoirs en devises (net)	505,16	551,17	934,50	815,76	838,04	832,92	1128,37	854,76	732,78
Banques de dépôts	711,96	645,05	609,30	651,69	841,74	619,73	486,71	408,31	524,09
AVOIRS INTERIEURS NETS	3413,21	4027,10	4192,77	5717,17	6092,02	6175,57	6642,58	8604,72	9602,92
Crédit Intérieur net	3607,98	4209,06	5286,27	6281,23	6680,92	6794,60	7427,34	8896,16	10079,98
Créances nettes sur l'Etat	2646,39	3207,51	4102,94	4879,64	5287,37	5315,91	5845,70	7205,81	8368,96
BCRG	2098,39	2896,85	3404,28	4197,97	4397,16	3820,25	4334,99	5272,60	6455,74
Banques	548,00	310,66	698,65	681,67	890,21	1495,67	1510,71	1933,21	1913,22
Créances sur les entreprises publiques	47,61	44,74	42,72	44,73	39,80	42,85	64,25	57,13	71,60
Créances sur le secteur privé	913,97	956,80	1140,61	1356,87	1353,76	1435,84	1517,39	1633,21	1639,42
Autres postes nets	-194,77	-181,96	-1093,50	-564,06	-588,90	-619,03	-784,76	-291,44	-477,06
MASSE MONETAIRE	4419,99	5002,91	6167,39	7016,46	7601,29	7473,02	8078,79	9385,54	10367,93
Base monétaire	2676,59	3509,64	4234,35	4848,36	4970,48	4394,93	5138,04	5928,69	6981,73
Circulation fiduciaire	1675,61	1773,67	2099,06	2401,75	2595,29	2663,74	2920,55	3360,33	3987,51
Dépôts à vue(GNF)	1476,57	1968,53	2607,04	3195,47	3424,73	3360,79	3727,52	4449,62	4816,40
Dépôts à terme(GNF)	275,47	168,28	152,70	171,23	171,29	149,33	150,65	182,94	193,51
Dépôts en devises	992,34	1092,43	1308,59	1248,01	1409,99	1299,16	1280,07	1392,65	1370,51

Source : Direction Statistiques et BDP/BCRG

Budget en devises (en millions de USD)

	T2/08	T3/08	T4/08	T4/09	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10
A- Entrées	99,3	83,5	88,7	20,2	59,21	112,39	104,03	104,00
1- Opérations pour le compte de l'Etat	38,6	46,7	61,7	10,7	31,10	76,01	27,50	43,23
Recettes minières	30,6	42,1	41,1	9,14	30,33	68,54	26,87	38,40
Assistance extérieure	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,00
Autres recettes	8	4,5	20,6	0,10	0,77	7,47	0,63	4,83
2- Opérations en compte propre	60,6	36,9	27	9,54	28,11	36,38	76,53	60,77
Produits financiers BCRG	0,1	0,9	1,6	0	0,91	0,0	0,01	0,00
Dépôts des banques	60,6	35,9	25,4	9,44	27,20	36,38	76,52	60,77
Autres recettes	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00
B- Sorties	144,1	99,6	111,8	13,24	30,74	107,38	114,89	114,84
1- Opérations pour le compte de l'Etat	59	32,5	59,6	10,7	14,58	77,92	45,65	54,12
Dettes extérieures sans FMI	39	14,8	32	0,00	2,03	35,27	19,41	10,85
Principal	26,3	10	23,9	0,00	2,03	27,90	15,33	7,41
Intérêt	5,3	3,8	8,1	0,00	0,00	7,37	4,08	3,44
Ambassades	6,8	7	5,2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dépenses	10	6,8	17,3	4,06	12,01	29,71	19,39	15,69
Subventions et transferts	0,1	0,3	0	0,00	0,00	0,0	0,23	22,08
Dépenses en capital	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2- Opérations en compte propre	4,3	4,9	3,9	0,85	2,97	3,53	4,76	7,12
Frais impression billets	2,5	3,3	1,8	0,49	0,93	2,71	4,18	6,85
Autres charges BCRG	1,8	1,6	2,1	0,36	2,04	0,82	0,58	0,27
3- Opérations pour le compte des banques	50,8	58,7	34,7	5,97	13,19	25,93	64,14	53,60
4- Opérations pour le compte des entreprises dt opér. Pr.EDG	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5- Opérations pour le compte du secteur privé non bancaire				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont pèlerinage	0	3,5	13,7	1,55	28,47	1,30	6,12	22,08
c-Solde (Entrées -Sorties)=(A-B)		-44,8	-16,1	-0,31	6,99	5,01	-10,86	-10,84

Source : BCRG/D. CHANGES

Structure des taux d'intérêt

	déc-07	juin-09	sept-09	Déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	22-sept-10	déc-10
Taux directeur de la BCRG	22,25%	16,00%	16,00%	9%	16,00%	9%	9%	16,75%	16,75%
1- Taux d'intérêt créditeurs									
Taux créditeur minimum	14,70%								
Taux sur les titres de régulation monétaire	19,57%	12,56%	12,56%		12,56%	-			
2- Taux des Bons du Trésor									
14 jours									
28 jours	19,95%								
42 jours	22,19%	14,75%	14,75%		14,75%	-			
91 jours	21,42%	15,00%	15,00%		15,00%	5,582	-		
180 jours									
182 jours	21,90%	15,00%	15,00%		15,00%		4,95%		13%
3- Taux d'intérêts débiteurs									
Taux débiteurs maximum	27,25%	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : BCRG/DPMC

Evolution de l'indice des prix à la consommation

		Janv	fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Jul	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2007	Indice Général	275,5	274,1	276,4	276	271,9	274	279,3	286	290,8	293,1	296,2	300,9
	Variation mensuelle	0,50%	2,80%	0,30%	-20,00%	-1,50%	80,00%	2,00%	2,40%	1,70%	80,00%	1,10%	1,60%
	Glissement annuel	38,60%	40,80%	36,70%	34%	22,00%	18,20%	17,40%	16,80%	17,10%	16,30%	15,30%	12,80%
	Taux annuel moyen	36,20%	35,60%	36,50%	36,50%	34,90%	33,30%	31,60%	29,90%	28,40%	26,80%	25,00%	22,90%
2008	Indice Général	306,3	302,1	312,3	339,1	340	341,5	344,5	347,3	351	351,6	340,4	341,5
	Variation mensuelle	1,40%	40,00%	2,00%	8,60%	0,30%	1,20%	0,90%	0,80%	1,06%	0,20%	-3,20%	0,30%
	Glissement annuel	11,20%	10,20%	13,00%	22,90%	25,10%	24,60%	23,30%	21,40%	20,70%	20,00%	14,90%	13,50%
	Taux annuel moyen	18,30%	20,40%	16,60%	16,00%	16,30%	16,90%	17,40%	17,80%	18,10%	18,40%	18,40%	18,40%
2009	Indice Général	351,6	337	333,4	344,1	346,0	347,5	350,0	355,0	359,2	362,6	366,3	368,5
	Variation mensuelle	-1,30%	-0,20%	-0,80%	16,20%	14,70%	11,70%	9,90%	8,40%	6,90%	0,9%	1,0%	0,6%
	Glissement annuel	11,60%	9,80%	6,70%	1,50%	1,80%	1,80%	1,60%	2,20%	2,30%	3,1%	7,6%	7,9%
	Taux annuel moyen	18,40%	18,20%	17,60%	15,60%	14,70%	11,70%	9,90%	8,40%	6,90%	5,6%	5,1%	4,7%
2010	Indice Général	372,1	376,8	386,5	390,7	393,2	396,3	400,5	413,8	418,7	424,0	438,4	445,1
	Variation mensuelle	1,0%	1,3%	2,6%	1,1%	0,6%	0,8%	1,1	3,3	1,2	1,3	3,4	1,5
	Glissement annuel	10,4%	12,1%	15,9%	13,6	13,6	14,1	14,4	16,5	16,6	16,9	19,7	20,8
	Taux annuel moyen	4,6%	4,9%	5,6%	6,6	7,6	8,7	9,7	11,0	12,2	13,4	14,4	15,5

Source : M/P, DNS

Evolution du taux de change officiel et parallèle du franc guinéen

		Marché officiel			Marché parallèle	
		DTS	USD	Euro	USD	Euro
2008	Janv	6732,43	4251,24	6258,56	4285	6302
	Fév	6929,87	4369,21	6445,93	4370	6417
	Mars	7144,86	4409,65	6760,38	4421	6632
	Avril	7321,34	4488,69	6989,33	4525	6987
	Mai	7315,39	4490,94	7074,47	4500	7100
	Juin	7425,03	4545,15	7164,98	4550	7175
	Juil	7423,94	4550,42	7171,88	4592	7112
	Août	7334,71	4595,17	6969,49	4633	7194
	Sept	7434,1	4777,62	6860,24	4865	7027
	Oct	7374,51	4875,82	6447,74	4979	6837
	Nov	7188,34	4843,58	6178,10	4987	6337
	Déc	7565,38	4984,45	6533,60	5062	6482
2009	Janv	7000,88	4690,49	6131,41	4780	6300
	Fév	6915,81	4631,50	5904,23	4700	6100
	Mars	7070,43	4883,97	6423,40	4980	6450
	Avril	7317,62	4937,31	6549,83	5025	6600
	Mai	7461,20	4892,69	6779,31	4985	6600
	Juin	7367,49	4697,61	6597,61	4750	6700
	Juil	7334,83	4725,58	6657,21	4803	6790
	Août	7394,44	4739,53	6765,99	4908	6957
	Sept	77447,22	4740,09	76845,00	5135	7163
	Oct	7571,81	4768,75	7028,87	5475	8000
	Nov	7706,48	4815,58	7194,03	5777	8450
	Déc	7702,64	4857,24	7117,00	5813	8333
2010	Janv	7691,55	4941,32	6917,36	5700,00	8050,00
	Fév	7554,96	4939,93	6663,48	6000,00	8050,00
	Mars	8578,69	5648,44	7609,01	6550,00	8850,00
	Avril	8511,11	5613,84	7515,61	6628,57	8824,28
	Mai	8579,02	5787,67	7319,14	6546,11	8444,44
	Juin	8760,06	5961,02	7301,84	6381,50	7890,00
	Juil	9091,87	6001,88	7797,64	6700,00	8600,00
	Août	9072,85	6005,24	7622,44	7000,00	9000,00
	Sept	9334,51	6039,95	8129,77	6750,00	8860,00
	Oct	9 506,13	6 064,30	8370,56	7000,00	9200,00
	Nov	9376,25	6083,56	8114,86	7200,00	9500,00
	Déc	9327,81	6083,96	7991,88	7350,00	9350,00

Source : Direction des changes/BCRG

Evolution du Tableau des opérations Financières de l'Etat (en milliards)

Opérations	Prév. Dec-10	Réal. Dec -10	Ecart (cumul)
RECETTES ET DONNS	4835,99	4263,03	-572,97
Recettes courantes	4475,58	4154,87	-320,71
Secteur minier	939,14	1031,91	92,77
Secteur non minier	3536,44	3122,96	-413,48
Contributions directes	722,79	731,52	8,72
Biens et Services	1486,55	1526,49	39,94
Dont TSPP	100,00	199,21	99,21
Commerce International	1087,19	685,08	-402,11
Recettes non fiscales	239,89	179,87	-60,03
Dons et emprunts			
Dons affectés	331,76	93,07	-238,69
Dons non affectés	7,00	0,00	-7,00
Allègement cdp PPTE	159,00	0,00	-159,00
Subventions Fonds Fiduciaire PPTE	86,2	0,00	-86,2
DEPENSES TOTALES	4132,26	3573,80	-558,46
Dépenses courantes	2875,32	2777,21	-98,10
Traitements et Salaires	885,00	856,27	-28,72
Autres Biens et services	995,60	988,17	-7,43
Subventions et Transferts	425,32	387,97	-37,35
Intérêts dus			
Intérêts dette extérieure	268,35	268,35	0,00
Intérêts dette intérieure	301,04	276,46	-24,58
Dépenses en capital	1249,18	793,19	-455,99
Financement externe FINEX	837,18	392,27	-444,91
Financement interne investissement	392,74	395,61	2,87
Finan.interne subvention en capital	19,26	5,30	-13,96
Prises part, Prêts nets, Autres dep en cap	6,76	2,97	-3,79
Restructuration entreprise	1	0,44	-0,56
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons compris)	-2728,84	-3778,07	-1049,24
SOLDE BASE ENGAGEMENTS (dons exclus)	-3089,26	-3886,24	-796,97
Arriérés de paiements	160,76	84,16	-76,59
Intérieurs	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	160,6	84,16	-76,59
Dépenses en cours	74,31	23,15	-51,15
Ajust. Dépenses régies et autres comptes satellites			
SOLDE BASE CAISSE	-2493,77	-3844,13	-1350,37
FINANCEMENT	709,28	3844,13	3134,84
Financement extérieur net	190,49	-90,68	-281,17
Financement intérieur net	518,79	3934,81	3416,02
Système bancaire	500,00	4037,43	3537,43
BCRG	0,00	2871,43	2871,43
Banques primaires	500,00	1166,00	666,00
Système non bancaire	18,79	-102,62	-121,41
Pm : SOLDE PRIMAIRE	-2292,36	-3068,02	-775,66